

DANI RODRIK

LA
MONDIALISATION
SUR LA
SELLETTE

PLAIDOYER POUR UNE ÉCONOMIE SAINES

Préface de Christian Chavagneux



« Une lecture incontournable pour tous ceux qui s'intéressent aux racines du nationalisme populiste et à l'angoisse généralisée qui gangrène aujourd'hui les sociétés industrielles. »

Raghuram Rajan, Université de Chicago



LA
MONDIALISATION
SUR LA
SELLETTE

DANI RODRIK

LA
MONDIALISATION
SUR LA
SELLETTE

PLAIDOYER POUR UNE ÉCONOMIE SAINTE

Traduit de l'anglais par
Jérôme Duquène et Françoise Rajewski

Préface de Christian Chavagneux

Ouvrage original :
Straight Talk On Trade. Ideas for a Sane World Economy by Dani Rodrik.
© 2018 by Dani Rodrik
Published by Princeton University Press
All Rights Reserved

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans
votre domaine de spécialisation, consultez notre site web :
www.deboecksuperieur.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2018
Rue du Bosquet, 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve
Pour la traduction française.

1^{re} édition

Tous droits réservés pour tous pays.
Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : août 2018
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles :
2018/13647/113

ISBN 978-2-8073-2052-9

À mes enfants, Deniz, Odile et Delphine,
qui ravivent quotidiennement mon espoir
que le monde s'améliorera.

Sommaire

Préface	IX
Avant-propos	XIII
Chapitre 1 : Un meilleur équilibre	1
Chapitre 2 : Le fonctionnement des nations	15
Chapitre 3 : Les combats de l'Europe	49
Chapitre 4 : Travail, industrialisation et démocratie	79
Chapitre 5 : Les économistes et leurs modèles	113
Chapitre 6 : Les dangers du consensus économique	139
Chapitre 7 : Économistes, politique et idées	159
Chapitre 8 : La science économique, outil d'innovation politique	181
Chapitre 9 : Ce qui ne fonctionnera pas	201
Chapitre 10 : De nouvelles règles pour l'économie mondiale	221
Chapitre 11 : Des politiques de croissance pour l'avenir	239
Chapitre 12 : C'est ça, la politique, imbécile !	267

Remerciements	275
Sources	277
Notes	281
Index	295
Table des matières	311

Préface

POUR UNE MONDIALISATION RAISONNABLE

« *Je pense que la mondialisation a contribué à déchirer les tissus sociaux* ». Le constat, sans appel, proposé au support en ligne Pro-Market en mars 2018 par Dani Rodrik s'inscrit dans une dynamique intellectuelle dont ce livre est le reflet. Et qui fera date. Les économistes s'engagent en ce moment dans une transformation profonde de leur rapport à la mondialisation, un changement de *doxa* comme on en voit peu et dont nous sommes les témoins.

C'est Paul Krugman, qui se demande « *Qu'avons-nous manqué ?* » et répond : une montée bien plus importante que prévu des importations en provenance des pays émergents avec des effets sur l'emploi local forts et persistants. Ce sont des travaux universitaires américains, des études de la Banque d'Angleterre, de la Banque de France, et même un document de travail du Fonds monétaire international (FMI) qui nous disent que participer à la mondialisation accroît la richesse d'un pays mais que, plus son niveau d'intégration internationale est élevé, plus les gains qu'il en tire sont faibles, et que ces gains profitent aux plus riches et accroissent les inégalités. Quel changement de ton après les nombreuses années à chanter les vertus innées d'une mondialisation heureuse...

Dani Rodrik constitue l'un des piliers de ce changement intellectuel. Il fait partie de ces économistes qui poussent à regarder l'économie mondiale telle qu'elle est et à faire le bilan critique du capitalisme contemporain. Ses diverses contributions récentes, dont les plus significatives sont rassemblées dans cet ouvrage, aboutissent à trois conclusions d'envergure.

LE CAPITALISME LIBÉRAL NE FONCTIONNE PAS

S'insérer toujours plus dans une mondialisation laissant une place croissante à des marchés sans contrôle n'est pas source de croissance, nourrit les inégalités et aggrave les crises. Les pays qui s'engagent dans cette voie de l'hypermondialisation, qu'ils soient émergents ou européens, n'en ressortent pas gagnants. À l'inverse, ceux capables de prendre leur place dans la mondialisation – il ne s'agit pas pour Rodrik de promouvoir la fermeture des frontières économiques – tout en préservant les arrangements institutionnels qui forgent leur propre chemin, doivent être encouragés. Car non seulement il n'y a pas qu'une seule voie pour la prospérité, mais la biodiversité des modes de régulation nationaux est nécessaire face aux virus des dérapages des marchés internationalisés.

Le livre développe plusieurs fois l'idée que, de ce point de vue, la zone euro a fait fausse route. C'est l'exemple même d'une intégration économique développée trop vite par rapport aux moyens politiques de la contrôler. Si les Européens ne sont pas capables d'avancer vers plus d'organisation politique, ils vont continuer à nourrir les populismes, prévient Rodrik.

L'ÉTAT STRATÈGE EST NÉCESSAIRE

Loin de la vulgate libérale, Dani Rodrik fait plus que plaider pour une nécessaire intervention des États dans l'économie, il en démontre l'efficacité. Le développement des pays du Sud n'est possible qu'appuyé sur l'investissement public. Les politiques nationales ne sont pas mortes, loin de là. Elles sont même plus que jamais nécessaires pour les pays qui visent à l'émergence. Ils ne peuvent attendre leur développement d'un simple ancrage à l'économie mondiale.

Reprenant l'une de ses thèses fortes, Rodrik démontre la désindustrialisation prématurée dont sont victimes les pays du Sud. Ils subissent la baisse des prix des produits manufacturés en même temps qu'un besoin de biens d'investissement et de qualifications accrues. Le tout dans un contexte où la Chine a déjà raflé la mise dans de nombreux secteurs. Cela rend le développement industriel – source de productivité – par l'insertion dans la division internationale du travail plus difficile.

Chaque pays va devoir définir sa politique industrielle. Non pas pour assurer une mainmise exclusive de l'État sur l'économie. Mais telle la citronnade, nous dit Rodrik, s'il n'y a que du citron pur – les marchés – ou bien trop d'eau sucrée – l'État –, cela reste imbuvable ! Il faut trouver la juste proportion.

IL FAUT SE MÉFIER DES ÉCONOMISTES !

Enfin, deux chapitres s'inscrivent dans la continuité directe du précédent livre de Rodrik, *Peut-on faire confiance aux économistes ?* (De Boeck Supérieur, 2017). Ce que produisent les économistes universitaires est bien de la science, affirme-t-il. Leurs modèles sont loin de la réalité ? Il faut les prendre comme des fables, simples, ou comme des expériences de laboratoire ; ils permettent, selon certaines hypothèses, de mettre en évidence des liens causaux clairs. Mais les réponses apportées par ces modèles ne sont valables que dans un contexte donné, il n'y a pas de lois économiques universelles. Surtout, il y a trop d'interactions dans le monde réel pour démêler les liens de causalité de manière certaine. « *L'analyse empirique n'est jamais concluante* », conclut-il. Une affirmation forte, et juste.

Dani Rodrik offre une mention spéciale aux économistes de gauche, eux qui auraient dû être plus attentifs que les autres aux coûts sociaux du capitalisme libéral. « *Ils ont trop facilement abdiqué devant le fondamentalisme de marché et adhéré à ses principes centraux. Pire, ils ont conduit le mouvement de l'hypermondialisation à des tournants décisifs.* » Mais le livre se termine sur une note optimiste : « *La bonne nouvelle, c'est que le vide intellectuel à gauche est en train d'être comblé, et il n'y a plus aucune raison de croire en la tyrannie de "l'absence d'alternative".* » Ce livre en est une preuve supplémentaire.

Christian Chavagneux
Éditorialiste à Alternatives Économiques

Avant-propos

Les économistes sont-ils responsables de la choquante victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines ? Non, ils ne peuvent que rêver d'avoir un pouvoir à même de décider le résultat d'élections. Mais, même s'ils n'ont pas causé (ni stoppé) Trump, une chose est certaine : les économistes auraient une influence plus grande – et beaucoup plus bénéfique – sur le débat public s'ils s'en tenaient plus fidèlement aux enseignements de leur discipline au lieu de fricoter avec les grands prêtres de la mondialisation.

Il y a presque vingt ans, alors que mon livre *Has Globalization Gone Too Far?** partait sous presse, je me suis adressé à un économiste renommé pour lui demander s'il était disposé à rédiger une recommandation à placer en quatrième de couverture. Je soutenais dans cet ouvrage que, faute d'une réaction mieux concertée de la part des États, trop de mondialisation aggraverait les clivages sociétaux, amplifierait les problèmes de redistribution et saperait les dialogues sociaux nationaux – arguments qui ont depuis été acceptés par la sagesse populaire.

L'économiste objecta. Il n'était vraiment en désaccord sur aucun point de l'analyse, mais il était inquiet que mon livre fournisse des « munitions aux barbares ». Les protectionnistes s'empareraient des arguments de l'ouvrage qui portaient sur les inconvénients de la mondialisation pour servir leur programme égoïste et étriqué.

Je fais encore face à cette réaction de la part de mes collègues économistes. L'un d'eux lèvera une main hésitante à l'issue d'une conférence et demandera : N'êtes-vous pas inquiet que vos arguments

* « La mondialisation est-elle allée trop loin ? », non traduit en français [NdT].

soient récupérés et servent la cause des démagogues et populistes que vous dénoncez ?

Il existe toujours un risque que nos arguments soient détournés dans le débat public par ceux avec qui nous sommes en désaccord. Mais je n'ai jamais compris pourquoi tant d'économistes croient que cela signifie que nous devrions dénaturer de façon tendancieuse notre discours sur l'ouverture du commerce. La prémisse implicite semble être qu'il n'y aurait des barbares que d'un côté du débat sur le commerce. Apparemment, ceux qui se plaignent des accords commerciaux ou des règles de l'Organisation mondiale du commerce seraient d'épouvantables protectionnistes, tandis que ceux qui les soutiennent seraient toujours des anges.

En vérité, nombre de partisans de l'ouverture du commerce ne sont pas moins motivés par leur propre programme égoïste et étriqué. Les firmes pharmaceutiques réclament des règles plus sévères en matière de brevets, les banques revendiquent un accès sans entraves aux marchés étrangers, les multinationales veulent que les tribunaux arbitraux spéciaux n'aient pas plus de considération pour l'intérêt public que les protectionnistes. Si bien que, lorsque les économistes édulcorent leurs arguments, ils favorisent en fait un ensemble de parties poursuivant leurs propres intérêts – des « barbares » – au détriment d'autres.

C'est une règle implicite de longue date de l'engagement public des économistes que de devoir défendre le commerce et ne pas trop s'attarder sur les petits caractères. Il en a découlé une curieuse situation. Les modèles standard du commerce avec lesquels travaillent habituellement les économistes produisent des effets cinglants sur la distribution des revenus : les manques à gagner endurés par certains groupes de producteurs ou de travailleurs sont le revers des « gains résultant du commerce ». Et les économistes savent depuis longtemps que les défauts du marché – notamment le mauvais fonctionnement des marchés de l'emploi, les imperfections du marché des crédits, les externalités de connaissances ou environnementales, et les monopoles – peuvent interférer avec la récolte de ces gains.

Ils savent aussi que les bienfaits économiques des accords commerciaux qui franchissent les frontières pour modeler les réglementations nationales – comme le durcissement des règles liées aux brevets ou

l'harmonisation des exigences en matière de santé et de sécurité – sont fondamentalement ambigus.

Malgré tout, quand sont conclus des accords commerciaux, on peut compter sur les économistes pour rabâcher les merveilles des avantages comparatifs et du libre-échange. Ils minimisent invariablement les préoccupations portant sur la distribution des revenus, alors même qu'il est clair que l'impact sur celle-ci de, par exemple, l'Accord de libre-échange nord-américain ou l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce est considérable pour les communautés directement affectées aux États-Unis. Ils exagèrent l'ampleur des gains cumulés provenant des traités commerciaux, alors que ces gains sont relativement faibles au moins depuis les années 1990. Ils soutiennent la propagande qui présente les traités commerciaux d'aujourd'hui comme des « accords de libre-échange », alors qu'Adam Smith et David Ricardo se retourneraient dans leur tombe s'ils lisaient les détails, disons, de l'Accord de partenariat transpacifique sur les lois en matière de propriété intellectuelle ou les réglementations en matière d'investissements.

Ce rechignement à se montrer honnête à propos du commerce a coûté aux économistes leur crédibilité auprès du public. Pire encore, il a alimenté les arguments de leurs adversaires. L'incapacité des économistes à présenter l'image du commerce dans son ensemble, avec toutes les distinctions et réserves de rigueur, a facilité la tâche à ceux qui mettent le commerce, souvent à tort, dans le même panier que toutes sortes d'effets néfastes.

Par exemple, bien que le commerce ait contribué à la croissance des inégalités, il n'est que l'un des facteurs ayant concouru à cette large tendance – et très probablement un facteur d'importance relativement mineure en comparaison de la technologie. Si les économistes avaient fait preuve de plus de franchise sur les inconvénients du commerce, ils auraient peut-être bénéficié d'une plus grande crédibilité dans ce débat et auraient été perçus comme d'honnêtes négociateurs.

Pareillement, peut-être aurions-nous joui d'un débat public mieux informé sur le dumping social si les économistes avaient été disposés à reconnaître que les importations en provenance des pays où les droits des travailleurs ne sont pas assurés posent des questions

sur le plan de la justice redistributive. Il aurait alors peut-être été possible de distinguer entre les cas où les bas salaires dans les pays pauvres reflétaient une faible productivité et les cas de réelles violations des droits. Et la part du commerce qui ne suscite pas de telles inquiétudes aurait sans doute été mieux isolée des accusations de « commerce déloyal ».

De même, si les économistes avaient écouté leurs critiques qui mettaient en garde contre la manipulation monétaire, les déséquilibres commerciaux et les pertes d'emploi, au lieu de s'en tenir à leurs modèles qui faisaient fi du chômage et d'autres problèmes macroéconomiques, ils se seraient peut-être trouvés dans une meilleure position pour contester les accusations exagérées d'influence funeste qu'exerçaient les accords commerciaux sur l'emploi.

En résumé, si les économistes avaient publiquement fait état des réserves d'usage, des incertitudes et du scepticisme exprimés dans les salles de séminaire, ils auraient pu se faire de meilleurs défenseurs de l'économie mondiale. Malheureusement, leur zèle à défendre le commerce contre ses ennemis s'est retourné contre eux. Si les démagogues aux propos insensés sur le commerce trouvent aujourd'hui un public – et, à vrai dire, gagnent du pouvoir –, c'est aux propagandistes académiques du commerce qu'incombe au moins une part de la responsabilité.

Ce livre est une tentative de remettre les pendules à l'heure, et pas seulement à propos du commerce, mais aussi de divers domaines dans lesquels les économistes auraient pu proposer une discussion plus équilibrée et pétrie de plus d'éthique. Bien que le commerce soit un aspect central de ces domaines, et largement emblématique de ce qui s'est produit en leur sein à tous, les mêmes défauts s'observent dans les discussions politiques sur la mondialisation financière, la zone euro ou les stratégies de développement économique.

Cet ouvrage réunit une large part de mes récents écrits non techniques et adressés au grand public sur la mondialisation, la croissance, la démocratie, la politique et la discipline même de la science économique. Les lignes qui suivent ont été puisées à différentes sources : mes éditoriaux mensuels pour *Project Syndicate*, ainsi que quelques autres articles, courts ou plus longs. Dans la plupart des cas, je n'ai que légèrement modifié le texte original, en l'actualisant,

en y incluant des liens avec d'autres passages du livre, et en ajoutant des références et ressources. En certains endroits, j'ai réorganisé les éléments des textes d'origine pour apporter plus d'homogénéité. Les sources sont répertoriées de façon exhaustive en fin d'ouvrage.

Ce livre montre en quoi nous aurions pu élaborer un discours plus honnête sur l'économie mondiale – discours qui nous aurait préparés aux éventuelles contestations violentes et, peut-être, en aurait suscité moins. Il propose aussi des idées pour aller de l'avant et créer des économies nationales qui fonctionnent mieux ainsi qu'une mondialisation plus saine.

CHAPITRE 1

UN MEILLEUR ÉQUILIBRE

Le régime du commerce mondial n'a jamais été très populaire aux États-Unis. Ni l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ni la multitude de traités commerciaux régionaux tels que l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et l'Accord de partenariat transpacifique (TPP, pour *Trans-Pacific Partnership*) n'ont jamais rencontré un solide soutien au sein du grand public. Mais l'opposition, bien que large, avait tendance à être diffuse.

Cela a permis aux décideurs politiques de conclure une série d'accords depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les principales économies du globe ont été dans un état perpétuel de négociations commerciales, signant deux traités multilatéraux de premier ordre à l'échelle mondiale : l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT, pour *General Agreement on Tariffs and Trade*) et le traité de fondation de l'Organisation mondiale du commerce. En outre, plus de cinq cents accords commerciaux bilatéraux et régionaux ont été signés – dont la grande majorité depuis que l'OMC a remplacé le GATT en 1995.

La différence, aujourd'hui, c'est que le commerce international s'est déplacé au centre du débat politique. Au cours des dernières élections américaines, les candidats Bernie Sanders et Donald Trump ont tous deux fait de l'opposition aux accords commerciaux une pierre angulaire de leur campagne. Et, à en juger par le ton des autres candidats, défendre la mondialisation relevait, dans le climat politique de l'époque, du suicide électoral. La victoire finale de Trump peut être mise au moins en partie sur le compte de sa

position ferme sur le commerce et de sa promesse de renégocier les traités dont il soutenait qu'ils avaient profité aux autres nations au détriment des États-Unis.

La rhétorique de Trump et d'autres populistes sur le commerce a beau être excessive, rares sont ceux qui nient encore la réalité des injustices qui la sous-tendent. La mondialisation n'a pas bénéficié économiquement à tous, ni de façon égalitaire. Nombre de familles actives ont été dévastées par l'effet des importations à bas prix provenant de Chine, du Mexique et d'ailleurs¹. Et les grands gagnants sont les financiers et les professionnels aguerris qui peuvent tirer profit des marchés élargis. Bien que la mondialisation ne soit pas l'unique force, ni même la plus importante, alimentant les inégalités dans les économies développées, elle en est une contributrice clé. En attendant, les économistes peinent à trouver, dans les récents accords commerciaux, des gains substantiels pour l'économie dans son ensemble².

Ce qui donne au commerce sa dimension politique essentielle et particulière, c'est qu'il suscite souvent des préoccupations en matière de justice sous des aspects différents de l'autre principal contributeur aux inégalités : la technologie. Si je perds mon travail parce que mon concurrent innove et propose un meilleur produit, j'ai peu de raisons de me plaindre. S'il me fait de l'ombre en sous-traitant à des compagnies étrangères dont les activités seraient illégales ici – par exemple, en empêchant leurs travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement –, peut-être est-il légitime que je me plaigne. Ce ne sont pas les inégalités en soi qui ont tendance à gêner les gens. Ce qui est problématique, ce sont les inégalités *injustes*, lorsque nous sommes forcés de rivaliser en vertu de règles de base différentes³.

Au cours de la campagne présidentielle américaine de 2016, Bernie Sanders a plaidé avec véhémence en faveur d'une renégociation des accords commerciaux afin qu'ils reflètent mieux les intérêts des travailleurs. Mais ces arguments se sont immédiatement heurtés à l'objection que toute immobilité ou marche arrière en matière d'accords commerciaux nuirait aux populations les plus démunies de par le monde en réduisant leurs perspectives d'échapper à la pauvreté grâce à la croissance soutenue par l'exportation. « Si vous êtes pauvre dans un autre pays, c'est ce qu'il y a de plus effrayant,

a déclaré Bernie Sanders », titra le site d'informations populaire et normalement modéré Vox.com⁴.

Mais les règles commerciales les plus sensibles aux préoccupations sociales et de justice dans les pays développés ne sont pas intrinsèquement en conflit avec la croissance économique dans les pays pauvres. Les grands prêtres de la mondialisation nuisent considérablement à leur cause en formulant cette problématique comme un choix difficile entre les arrangements commerciaux existants et la persistance de la pauvreté mondiale. Et les progressistes s'imposent inutilement un arbitrage indésirable.

Le discours habituel sur la façon dont le commerce a bénéficié aux économies en développement omet un trait crucial de leur expérience. Les pays qui sont parvenus à tirer profit de la mondialisation, tels la Chine et le Vietnam, ont employé une stratégie hybride de promotion des exportations et une variété de politiques enfreignant les règles commerciales actuelles. Les subventions, les exigences de contenu national, les réglementations sur les investissements et, oui, souvent les barrières tarifaires ont été des éléments cruciaux pour la création de nouvelles industries de grande valeur⁵. Les pays qui s'appuient sur le seul libre-échange (le Mexique vient immédiatement à l'esprit) ont déper⁶.

C'est pourquoi les accords commerciaux qui renforcent les règles, comme y était destiné le TPP, ne sont en réalité qu'en partie des aubaines pour les pays en voie de développement. La Chine n'aurait pas été en mesure d'appliquer sa stratégie d'industrialisation au succès phénoménal si le pays avait été contraint par des règles comme celles de l'OMC dans les années 1980 et 1990. En vertu du TPP, le Vietnam se serait vu assurer, dans une certaine mesure, un accès continu au marché américain (les barrières existantes du côté des États-Unis sont assez basses), mais aurait dû, en contrepartie, se soumettre à des restrictions sur les subventions, les règles en matière de brevets et les réglementations sur les investissements.

Et rien, historiquement, ne laisse entendre que, pour bénéficier largement de la mondialisation, les pays pauvres aient besoin que les économies développées aient des barrières très basses ou n'en aient pas du tout. En réalité, à ce jour, les exemples de croissance phénoménale reposant sur l'exportation – le Japon, la Corée du

Sud, Taïwan et la Chine – se sont tous produits alors que les tarifs douaniers sur les importations aux États-Unis et en Europe étaient à des niveaux modérés, et supérieurs à aujourd’hui.

Bonne nouvelle, donc, pour les progressistes qui s’inquiètent des inégalités dans les pays riches et de la pauvreté dans le reste du monde : il est en effet possible de progresser sur les deux fronts. Mais, pour ce faire, nous devons modifier drastiquement notre approche des accords commerciaux.

Les enjeux sont considérablement élevés. Une mondialisation mal gérée engendre de profonds effets non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le reste du monde développé – en particulier l’Europe – et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire où vit la majorité des travailleurs du monde entier. Trouver le bon équilibre entre l’ouverture économique et la gestion de l’espace politique relève de la plus haute importance.

L’EUROPE AU BORD DU GOUFFRE

Une intégration économique complète présente, sur le plan de la gouvernance et celui de la démocratie, des difficultés qui ne sont nulle part plus évidentes qu’en Europe. Son marché unique et sa monnaie unique constituent une expérience sans pareille de ce que j’ai appelé dans mes précédents travaux l’« hypermondialisation⁷ ». Cette expérience a ouvert un abîme entre l’intégration économique élargie et l’intégration politique limitée, dont on ne trouve aucun autre exemple dans l’histoire des démocraties.

Lorsque la crise financière frappa et que la fragilité de l’expérience européenne se révéla à la vue de tous, les économies plus faibles en déséquilibre extérieur eurent besoin d’une échappatoire. Les institutions européennes et le Fonds monétaire international (FMI) avaient une réponse : la réforme structurelle. Certes, l’austérité ferait mal. Mais une bonne dose de réformes structurelles – libéralisation des marchés de l’emploi, des produits et des services – rendrait cette douleur supportable et concourrait à remettre le patient sur pied. Comme je l’expliquerai plus loin, c’était d’emblée un faux espoir.

La crise de l’euro a indéniablement causé beaucoup de dégâts dans les démocraties politiques européennes. La confiance en le projet européen s’est dégradée, les partis politiques centristes se

sont affaiblis, et les partis extrémistes, ceux d'extrême droite en particulier, sont les premiers à en profiter. Bien qu'on en mesure moins l'ampleur, les dégâts qu'a infligés la crise aux perspectives de la démocratie en dehors du cercle restreint des pays de la zone euro ne sont pas moins substantiels. La triste réalité est que l'Europe n'est plus ce brillant exemple de démocratie qu'elle était pour les autres pays. On peut difficilement espérer d'une communauté de nations incapable de mettre un frein à un glissement autoritaire manifeste au sein de l'un de ses membres – la Hongrie – qu'elle encourage et consolide la démocratie dans les pays situés à sa périphérie. Les conséquences en sont aisément observables dans un pays tel que la Turquie, où la perte de l'« ancrage européen » a contribué à ménager un espace pour les jeux de puissance répétés d'Erdoğan, et moins directement au fléchissement du Printemps arabe.

Les coûts les plus sévères de ces politiques économiques malavisées ont été endurés par la Grèce. La politique grecque a montré tous les symptômes d'un pays asphyxié par le trilemme de l'intégration profonde. Il est impossible d'avoir simultanément hypermondialisation, démocratie et souveraineté nationale ; tout au plus peut-on en avoir deux à la fois⁸. Ne voulant renoncer à aucun d'eux, la Grèce, comme d'autres membres de la zone euro, finit par ne récolter les fruits d'aucun. Le pays a gagné du temps à travers une série de nouveaux programmes, mais il n'est pas encore au bout de ses peines. Reste à voir si l'austérité et les réformes structurelles finiront par restaurer la santé économique du pays.

L'histoire invite au scepticisme. Dans une démocratie, lorsque les exigences des marchés financiers et des créanciers étrangers entrent en conflit avec celles des travailleurs du pays, de ses retraités et de sa classe moyenne, ce sont généralement ses citoyens qui ont le dernier mot.

Comme si les ramifications d'un défaut de paiement grec généralisé à terme n'étaient pas assez terrifiantes, les conséquences politiques pouvaient difficilement être pires. Une séparation chaotique d'avec la zone euro causerait des dommages irréversibles au projet d'intégration européenne, pilier central de la stabilité politique européenne depuis la Seconde Guerre mondiale. Non seulement la périphérie européenne hautement endettée s'en trouverait déstabilisée, mais

aussi les pays majeurs tels que la France et l'Allemagne, qui ont été les architectes de ce projet.

Le scénario catastrophe serait une victoire de l'extrémisme politique à la façon des années 1930. Fascisme, nazisme et communisme furent les rejetons d'une réaction violente à la mondialisation qui se construisait depuis la fin du XIX^e siècle, alimentant l'anxiété de groupes qui se sentaient privés de leurs droits et menacés par l'élargissement des forces du marché et les élites cosmopolites.

Le libre-échange et l'étalon-or avaient exigé de mettre au second plan les priorités domestiques telles que la réforme sociale, l'édification de la nation et la défense culturelle. La crise économique et le manque de coopération internationale sapèrent non seulement la mondialisation, mais aussi les élites garantes de l'ordre existant. Comme l'a écrit mon collègue de Harvard Jeff Frieden, cela ouvrit la voie à deux formes distinctes d'extrémisme. Confrontés au choix entre l'égalité et l'intégration économique, les communistes choisirent la réforme sociale radicale et l'indépendance économique. Confrontés au choix entre l'affirmation nationale et le mondialisme, les nazis et les nationalistes optèrent pour l'édification de la nation⁹.

Heureusement, le fascisme, le communisme et d'autres formes de dictature appartiennent au passé. Mais des tensions similaires entre l'intégration économique et les politiques locales couvent de longue date. Le marché unique de l'Europe s'est formé beaucoup plus rapidement que la communauté politique européenne ; l'intégration économique a largement devancé l'intégration politique.

Il en résulte que les préoccupations croissantes concernant la dégradation de la sécurité économique, de la stabilité sociale et de l'identité culturelle n'ont pas pu être prises en charge à travers les principaux canaux politiques. Les structures politiques nationales sont devenues trop limitées pour proposer des remèdes efficaces, tandis que les institutions européennes demeurent trop faibles pour imposer l'allégeance.

C'est l'extrême droite qui a bénéficié le plus de l'échec des centristes. En France, le Front national a été revigoré sous Marine Le Pen et s'est mué en une force politique majeure représentant un défi sérieux lors des présidentielles de 2017. En Allemagne, au

Danemark, en Autriche, en Italie, en Finlande et aux Pays-Bas, les partis populistes de droite ont capitalisé sur le ressentiment à l'égard de l'euro pour augmenter leur succès électoral et, dans certains cas, jouent un rôle décisif dans leur système politique national.

Cette réaction violente ne se limite pas aux membres de la zone euro. En Scandinavie, les Démocrates de Suède, parti aux racines néonazies, avaient dépassé les sociaux-démocrates et pris la tête des sondages à l'échelle nationale au début de 2017. Et au Royaume-Uni, bien entendu, l'hostilité envers Bruxelles et le désir d'autonomie nationale se sont traduits par le Brexit, en dépit des mises en garde d'économistes contre de terribles conséquences.

Les mouvements politiques d'extrême droite s'alimentent traditionnellement d'un sentiment d'hostilité à l'immigration. Mais les sauvetages grec, irlandais, portugais et autres, combinés aux troubles de l'euro, leur ont fourni de nouvelles munitions. Leur euroscepticisme semble indéniablement justifié par les événements. Lorsqu'on demanda à Marine Le Pen si elle se retirerait unilatéralement de l'euro, elle répondit avec assurance : « Quand je serai présidente, dans quelques mois, la zone euro n'existera probablement plus. »

Comme dans les années 1930, le manque de coopération internationale a aggravé l'incapacité des politiciens du centre à répondre adéquatement aux exigences économiques, sociales et culturelles de leurs électeurs. Le projet européen et la zone euro ont défini les termes du débat à tel point qu'avec une zone euro en charpie, la légitimité de ces élites a essuyé un coup encore plus sévère.

Les politiciens centristes d'Europe se sont engagés dans une stratégie de « plus d'Europe » trop rapide pour apaiser les anxiétés au niveau local, et pourtant pas assez rapide pour créer une véritable communauté politique à l'échelle de l'Europe. Ils s'en tiennent depuis bien trop longtemps à une voie intermédiaire, qui est instable et tiraillée par les tensions. En entretenant une vision de l'Europe qui s'est révélée non viable, les élites centristes d'Europe ont mis en péril l'idée même d'une Europe unifiée.

Les solutions à court et à long terme à la crise européenne sont facilement discernables dans les grandes lignes, et elles sont exposées ci-après. En définitive, l'Europe est face au même choix qu'elle l'a

toujours été : soit elle entreprendra l'union politique, soit elle fragilisera l'union économique. Mais, en vertu de la mauvaise gestion de la crise, il est devenu très difficile de voir comment ce résultat final peut s'obtenir à l'amiable et avec un minimum de dégâts économiques et politiques pour les États membres.

MODES ET TENDANCES DANS LE MONDE EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Ces deux dernières décennies ont été bénéfiques pour les pays en voie de développement. Alors que les États-Unis et l'Europe chancelaient sous l'effet de la crise économique, de l'austérité et de la réaction violente des populistes, les économies en développement, menées par la Chine et l'Inde, ont généré des taux de croissance économique et de réduction de la pauvreté sans précédent. Et, pour une fois, l'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud ont pu prendre part aux festivités aux côtés de l'Asie orientale. Toutefois, même au plus haut de cette envolée des marchés émergents, l'on peut distinguer deux sombres nuages.

Premièrement, la génération actuelle des économies à faible revenu pourrait-elle répéter le processus d'industrialisation qui offrit un développement économique rapide en Europe, en Amérique et en Asie orientale ? Deuxièmement, serait-elle en mesure de développer les institutions libérales démocratiques modernes que les économies développées d'aujourd'hui ont acquises au siècle passé ? Il faut à mon sens répondre à chacune de ces questions par la négative.

Sous l'aspect politique, le souci est que la création et le maintien de régimes démocratiques libéraux exigent des prérequis particuliers. Le nœud de la difficulté réside en ce que les bénéficiaires de la démocratie libérale, à la différence des démocraties électorales ou des dictatures, n'ont généralement ni le nombre ni les ressources pour eux. Peut-être ne devrions-nous pas nous étonner que même les pays développés, de nos jours, peinent à être à la hauteur des normes démocratiques libérales. La tendance naturelle des pays dénués d'une longue et profonde tradition libérale est à la dérive vers l'autoritarisme. Cela engendre des conséquences négatives non seulement pour le développement politique, mais également pour le développement économique.

Table des matières

Sommaire	VII
Préface	IX
Avant-propos	XIII
Chapitre 1	
Un meilleur équilibre	1
L'Europe au bord du gouffre.....	4
Modes et tendances dans le monde en voie de développement	8
Pas de temps pour le fondamentalisme commercial.....	10
Trouver le bon équilibre	13
Chapitre 2	
Le fonctionnement des nations	15
L'État-nation critiqué	16
La vitalité pérenne de l'État-nation	18
Un plaidoyer normatif pour l'État-nation	24
La poursuite futile de l'hypermondialisation	26
La gouvernance mondiale est-elle possible ou souhaitable ?	29
Les institutions supportant les marchés ne sont pas uniques	30
Hétérogénéité et diversité	33
La distance n'est pas morte : les limites de la convergence	37
Expérimentation et concurrence	42
Que font les citoyens du monde ?	44
Qui a besoin de l'État-nation ?	47

Chapitre 3

Les combats de l'Europe	49
À quoi pensait-on ?.....	50
La promesse non tenue de réformes structurelles.....	51
Amnésie partielle	53
Essors ?	55
Un gain maximal pour une peine minimale	58
Payer maintenant, payer plus tard.....	61
Retour à la politique et à la démocratie.....	62
Souveraineté, union économique et démocratie	64
Un dilemme européen.....	66
Histoire et déni	67
Macron peut-il y arriver ?.....	72
Quel avenir pour l'Union européenne ?	75

Chapitre 4

Travail, industrialisation et démocratie	79
Deux Mexiques : le dualisme productif	81
Une brève histoire du travail.....	83
Les nations en voie de développement doivent-elles imiter le modèle historique ?	86
Les nations en voie de développement peuvent-elles imiter le modèle historique ?	88
Les voies de l'avenir pour l'emploi.....	91
Les institutions économiques et politiques	93
Les échecs démocratiques	95
Pourquoi la démocratie libérale est-elle chose si rare ?	98
Les inconvénients politiques du retard culturel.....	100
Les coûts de la dictature.....	103
Le développement économique assure-t-il une bonne politique ?	106
Des substituts de la politique libérale classique ?.....	109

Chapitre 5

Les économistes et leurs modèles	113
Confusion au Nobel ?.....	114
Quand les économistes se comportent mal	116
Les économistes et le public.....	117
Les économistes et le jeu des chiffres du commerce.....	122
Les économistes et la démocratie.....	125
La pensée magique de Milton Friedman.....	128
Le défi mercantiliste	131
La science économique détournée	135

Chapitre 6

Les dangers du consensus économique	139
Cette étrange science économique.....	142
Le mécontentement au sein de la science économique	145
Bonnes et mauvaises inégalités	148
Les différents visages de l'innovation technologique.....	151
De l'éloge des intellectuels rusés.....	155

Chapitre 7

Économistes, politique et idées	159
Science économique et économie politique.....	160
La primauté des idées.....	162
Rendre explicite le rôle des idées.....	165
Les préférences : qui sommes-nous ?	167
Comment les riches gouvernent	169
Les contraintes : des modèles du fonctionnement du monde.....	172
Une classe à part	176
Choix politiques : quels outils avons-nous à notre disposition ?	179

Chapitre 8

La science économique, outil d'innovation politique	181
L'économie politique de l'inefficience.....	182
Des réformes économiques sans perte de pouvoir.....	185

La réforme duale chinoise	186
La démocratisation en Afrique du Sud.....	187
Autres exemples.....	188
Des idées de politiques pour les dictateurs ?	189
D'où viennent les idées politiques ?.....	192
L'entrepreneuriat politique	193
L'apprentissage par l'action	194
Les mutations politiques.....	195
Les crises.....	196
L'émulation.....	196
Qu'avons-nous à gagner en prenant en considération le rôle des idées ?.....	198
Chapitre 9	
Ce qui ne fonctionnera pas.....	201
Trop tard pour des compensations.....	202
La fausse promesse de la gouvernance mondiale	205
La défense confuse des accords commerciaux.....	208
Les règles en matière de capitaux internationaux	211
Une gouvernance mondiale légère.....	217
Chapitre 10	
De nouvelles règles pour l'économie mondiale.....	221
Commerce équitable et libre-échange.....	226
Un conflit entre le Nord et le Sud ?	234
Citoyens nationaux, conscience mondiale	235
Chapitre 11	
Des politiques de croissance pour l'avenir	239
Les nations en voie de développement vont-elles montrer la voie de l'économie mondiale ?.....	239
L'écart de la transformation structurelle	242
En revenir aux fondamentaux dans les nations en développement	246
Ce dont le monde a besoin de la part des nations en voie de développement.....	247
Le retour des investissements publics	250

La croissance inclusive dans le monde développé.....	253
Les politiques industrielles vertes.....	257
De l'État providence à l'État innovation	260
Repenser la démocratie.....	263
Chapitre 12	
C'est ça, la politique, imbécile !.....	267
L'abdication de la gauche	268
Les politiques de la colère	271
 Remerciements.....	 275
Sources.....	277
Notes	281
Index	295

« Dani Rodrik présente un programme clair et lisible pour que la mondialisation se mette au service de la démocratie au lieu de la saper, tout en évitant les remèdes populistes colportés par les politiciens actuels. » Francis Fukuyama, Université Stanford.

Il n'y a pas si longtemps, l'État-nation semblait être à l'agonie, voué par les forces de la mondialisation et de la technologie à ne plus avoir de raison d'être. Il fait à présent un retour en force, mû par une lame de fond populiste qui déferle sur le monde. Dani Rodrik, critique véhément de la mondialisation économique portée à l'excès, dépasse la réaction violente du populisme et propose une explication plus réfléchie des raisons pour lesquelles l'obsession hypermondialiste des élites et des technocrates a entravé les nations dans la réalisation d'objectifs économiques et sociaux légitimes à l'intérieur de leurs frontières : prospérité économique, stabilité financière et équité.

Rodrik prend à partie les grands prêtres de la mondialisation, non pour avoir privilégié la science économique au détriment d'autres valeurs, mais pour s'être livrés à de la mauvaise science économique et avoir ignoré les nuances propres à la discipline qui auraient dû inspirer la prudence. Il plaide pour une économie mondiale pluraliste où les États-nations conservent suffisamment d'autonomie pour élaborer leur propre contrat social et développer des stratégies économiques à la mesure de leurs besoins. Au lieu de réclamer des frontières fermées et de défendre le protectionnisme, il montre comment nous pouvons restaurer un équilibre raisonnable entre gouvernance nationale et gouvernance mondiale et trace une voie d'avenir en proposant des moyens novateurs pour réconcilier les actuelles tendances inégalitaires de l'économie et des technologies avec la démocratie et l'inclusion sociale.

Maniant avec dextérité les tensions entre mondialisation, souveraineté nationale et démocratie, cet ouvrage incarne un commentaire indispensable sur l'économie mondiale contemporaine et ses dilemmes, et offre un cadre visionnaire au moment crucial où nous en avons le plus besoin.



DANI RODRIK a étudié à Harvard et à Princeton. Professeur Ford Foundation d'économie politique à Harvard, il a aussi enseigné à la London School of Economics et à Princeton. Récompensés par le prix Léontieff pour l'avancement des limites de la pensée économique en 2002 et par le prix Albert O. Hirschman en 2007, ses travaux portent principalement sur l'économie du développement et la croissance, la mondialisation et l'économie politique. Il est l'auteur de *Peut-on faire confiance aux économistes ? Réussites et échecs de la science économique*, De Boeck Supérieur, 2017.

ISBN : 978-2-8073-2052-9



9 782807 320529

Prix : 24,50 €

www.deboecksuperieur.com